

FIL EUROPE : Justice et libertés publiques

Atelier animé par Corinne Lepage

L'Europe représente une voie de progrès pour l'unité des droits et la lutte contre la criminalité. Elle a un rôle majeur à jouer notamment dans la lutte contre la corruption à grande échelle, l'économie grise : au niveau communautaire, les estimations chiffrées en fait à 15% du montant total des subventions européennes la perte en ligne due au blanchiment d'argent.

Concernant les droits de citoyenneté et les libertés publiques, l'échange de bonnes pratiques au niveau européen permet de confronter les différents systèmes nationaux et de suivre les exemples vertueux (qui viennent surtout de l'Europe du Nord), en ce qui concerne notamment le droit à l'information, la connaissance des dépenses publiques, la transparence du processus décisionnel.

Aujourd'hui, on le voit très bien, démocratie et économie de marché ne riment plus. Dans ce contexte, l'Europe est indispensable : une Europe capable de dépasser les positions concurrentes des États membres et de parler d'une voix commune. Pour cela, il est toutefois nécessaire de croire en ce que l'on défend. Nous sommes décrédibilisés, parce qu'on a trop de fois mis de côté nos principes fondamentaux et on a trop de fois renoncé à mener des batailles, même au-delà du résultat, ne serait-ce que pour la simple défense de nos valeurs.

La véritable question à se poser aujourd'hui est donc de savoir ce que nous voulons faire pour donner un avenir meilleur à nos enfants. Concrètement, qu'est ce qu'il signifiera être européen au XXIème siècle ?

L'économie de marché n'est certes pas en discussion, mais il faut protéger les citoyens des excès de l'hyper capitalisme financier, système qui accroît les différences de façon exponentielle. Aux États-Unis, on le voit très bien aujourd'hui, l'échelle de différences est revenue à celle des années 1920. Ce modèle n'est pas acceptable : nous devons nous battre pour la réduction des inégalités ! Nous devons nous battre pour que l'organisation économique revienne à un niveau équitable ! Mais seuls, on ne pourra jamais résoudre le problème. Le problème des inégalités produites par l'hyper capitalisme financier est désormais un problème qui dépasse la France et qui ne peut être abordé qu'au niveau européen et résolu au niveau mondial.

La situation de l'Afrique est, à cet égard, emblématique : elle est due à l'organisation des échanges économiques dans le monde, car les grandes organisations internationales (Fonds Monétaire Internationale, FAO...) ont poussé pendant des années pour la transformation des cultures vivrières en monoculture. Et s'il est aujourd'hui impensable que ces organismes assument les responsabilités des énormes dégâts créés, il est au moins souhaitable qu'ils essaient de redresser la situation, qu'ils reviennent sur leurs positions, qu'ils mettent tout en œuvre pour développer des cultures différentes pour nourrir les populations sur place. Pour arrêter de faire mourir les sols en Afrique et reprendre les cultures vivrières, on pourrait bien évidemment miser sur l'énergie solaire. Et surtout on devrait nous assumer, en tant qu'Europe, nos responsabilités, en évitant par exemple d'investir en Afrique sur des cultures hors-saison qui nécessitent trop d'eau et dont le transport provoque une émission excessive de CO².

Libertés publiques : le fichier Edvige.

En France, le listing Edvige pose un grand problème de libertés publiques et représente un enjeu fondamental pour l'avenir démocrate : Edvige est une présomption de culpabilité permanente une inversion de la logique qui sous-tend les droits de l'Homme. François Bayrou, Marielle de Sarnez, Nathalie Griesbeck et Corinne Lepage ont déposé, tout comme de nombreuses associations, un recours devant le Conseil d'Etat français. Ces recours, associés à une pétition de 100 000 citoyens, ont fait en sorte que la presse commence à s'intéresser à l'affaire. La décision du Conseil d'Etat devrait être connue avant Noël ; et si le Conseil d'Etat n'annule pas cette décision, Corinne Lepage se dit prête à faire un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme.